

niveaux, le personnel militaire et politique adéquat existe (Massu, les anciens de l'OAS, les fractions les plus fascistes de l'UDR).

Certes en face de ces forces contre-révolutionnaires, ce qui s'est passé en Mai et Juin 68 au sein de l'armée de métier (les uniformes civils enfilés sous les uniformes militaires), les contradictions actuelles au sein des corps supérieurs face au contingent, à l'occasion de l'hébergement des gardes mobiles dans les casernes, etc... Le malaise de plus en plus exprimé au sein des corporations de la police, de la magistrature, interdisent d'appréhender la question d'une façon unilatérale. Mais de quel côté se trouve le degré d'organisation le plus élevé aujourd'hui ? Il se trouve sans contestation possible du côté de la contre-révolution. Les révélations que nous sommes en mesure de faire concernant la mise en place d'une trame policière sur le mouvement ouvrier sont certes des victoires ponctuelles. Mais ce qui importe c'est le contenu de ces révélations : elles laissent entrevoir un degré d'organisation supérieur de la contre-révolution par rapport à l'avant-garde révolutionnaire. En ce sens, elles sont davantage de sévères avertissements.

C'est une banalité que de dire que la contre-révolution a un degré supérieur d'organisation en période non révolutionnaire. Mais le problème stratégique n'est justement pas là. La stratégie suppose d'abord d'être bien pénétré de cette banalité là, ce qui n'a pas l'air d'être le cas dans l'organisation aujourd'hui, et secondement de ne pas attendre les éléments conjugués d'une période révolutionnaire (car en ce cas ces éléments ne seront jamais en mesure de se présenter de façon conjuguée), ce qui veut dire qu'il faut se poser les questions suivantes :

1) à quel moment l'appareil organisé de la contre-révolution risque-t-il d'être saisi par les forces sociales contre-révolutionnaires ? Est-ce seulement dans une période « ouvertement » révolutionnaire ? Est-ce que cela ne peut pas être (comme au Brésil, comme en Grèce) dans une période de tensions sociales jugées suffisamment dangereuses et déclenchant des mesures préventives de la part de la contre-révolution ?

2) dans le contexte d'un mouvement ouvrier combatif dominé par les réformistes, avec des couches sociales acculées à l'explosion, est-ce qu'une simple crise politique prolongée ne peut pas déclencher des débordements ponctuels, des affrontements dispersés trop faibles et trop peu coordonnés pour résoudre la question du pouvoir, mais suffisamment présents pour créer une dynamique rendant possible et justifiée l'intervention armée de la contre révolution ?

3) est-ce qu'un succès, même non majoritaire de l'Union de la Gauche n'est pas susceptible de créer une telle situation ? Nous affirmons surtout que c'est justement le sens de notre appel de vote au deuxième tour. En ce sens, la question du départ de notre campagne permanente anti-militariste ne peut pas se poser en termes de calendrier de l'organisation (pendant ou après la campagne législative ?) mais en termes stratégiques : dès maintenant, c'est un axe nécessaire dans la campagne électorale.

a) du point de vue de l'éducation de l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse radicalisée sur le sens de la période ;

b) du point de vue de la neutralisation politique des forces militarisées de contre-révolution, par un début de démoralisation active de l'appareil armé de l'Etat au

niveau du contingent et des petits cadres militaires, ce qui est le premier pas vers la neutralisation militaire des forces contre-révolutionnaires actives.

III.— Pour un débat dans l'organisation

« On a vu en Mai que 600.000 hommes de répression, minés de contradictions n'attaquent pas de front dix millions de grévistes. Ils les attaquent au moral, en « faisant des exemples » limités. Flins, Sochaux, tel ou tel centre postal, de préférence là où domine le personnel féminin. Ils misent aussi sur le fait que les directions ouvrières ne déclencheront pas de riposte généralisée, ne multiplieront pas délibérément les fronts » écrivent les auteurs de « Mai 68, une répétition générale ». Il y a ici un problème posé extrêmement sérieux et qui n'est pas développé dans les pages suivantes parce que l'idée dominante du livre, idée non contestable à l'époque, est de tirer un bilan de Mai, y compris sur le plan militaire, par rapport essentiellement aux directions réformistes et non pas en fonction de la stratégie policito-militaire à venir.

Le problème posé est le suivant : nous pouvons assister dans les mois à venir, en relation avec un succès plus ou moins grand de l'Union de la Gauche à des affrontements locaux ou régionaux, combinant ou non à la classe ouvrière d'autres couches sociales (Bretagne, Occitanie, telle branche d'industrie) en avance par rapport au niveau de conscience général de la classe, isolés par les directions réformistes et impliquant de façon plus ou moins contrôlée par l'Etat, plus ou moins ouverte, une répression militaire localisée plus ou moins régulière (DOT), plus ou moins parallèle (SAC-CDR, etc...).

En ce sens, le passage le plus intéressant et le moins discuté concernant la question militaire dans le texte JASA (BI 30), (mais il est vrai que comme le dit Clovis, BI 36, les camarades ne relient pas la problématique posée dans ce passage aux développements ultérieurs plus ou moins heureux qu'ils font sur la question militaire) est le suivant : « C'est pourquoi le plus vraisemblable, c'est encore de voir apparaître des discussions au sein même de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat. Autrement dit, plutôt qu'une attaque frontale contre les révolutionnaires, de nouvelles tensions dans les luttes de classes favoriseraient l'autonomisation des partisans de la manière forte par rapport à l'UDR... Un tel processus marquerait une période charnière la plus délicate pour une organisation révolutionnaire ».

Mais la limite de ce passage consiste en ce que le problème est étroitement posé en rapport avec l'existence de l'organisation révolutionnaire (sa survie) alors que le problème se pose plus largement par rapport au processus de maturation de l'ensemble de la classe ouvrière. A savoir, des semi-victoires ou des semi-défaites qui résulteront de tels affrontements localisés, qu'en sortira-t-il, et pour le prolétariat et pour la bourgeoisie ?

a) est-ce que l'intervention résolue du contingent, les discussions ouvertes au sein de l'armée de métier, en faveur des luttes ouvrières éduqueront dans le sens d'une confiance en une généralisation possible de telles luttes radicales, à l'encontre des propos alarmistes des réformistes ? Est-ce qu'au contraire, l'isolement et de l'avant-garde ouvrière et des couches radicalisées face à